



Aux crépuscules des Indépendances !

Par Gilles Carson OSSETE
Président de la Dynamique Congo Avenir

Bien souvent on ne saisit le déroulement et le sens de l'histoire que longtemps après l'événement. La véritable portée d'un événement et son incidence sur le cours d'une vie échappent le plus souvent à ses contemporains. En cette année 2010, nombre d'Etats d'Afrique noire francophone célèbrent les cinquante ans de l'accession à l'indépendance. Dans le cadre de ces célébrations, les armées de ces pays ont été invitées au défilé du 14 juillet sur les Champs-Élysées en souvenir des soldats ayant combattu pour la libération de la France.

Cette présence a suscité de vives polémiques entre des ONG de défenses des droits de l'homme et les autorités politiques africaines, en quête perpétuelle d'une légitimité du côté français. Point n'est besoin de revenir sur une telle confusion d'autant plus que les termes du débat semblent bien déplacés. Gardons toujours à l'esprit que la France a une histoire commune avec ses anciennes colonies et une telle célébration peut se dérouler sans pour autant y voir un nouvel élan néocolonial. On aurait pu discuter davantage sur le coût de la participation des armées africaines pour ces pays dont la gestion des deniers publics est loin d'être mise au service du bien-être des populations.

Pour ceux de ma génération, il est incontestable qu'on assiste sans nécessairement se rendre compte, à une marche de l'histoire de notre continent et de notre peuple. Témoins des cinquante ans des indépendances, nous apprécierions ce moment dans une cinquantaine d'années lorsqu'il sera question du centenaire des indépendances. Alors, nous serons en mesure de témoigner du chemin parcouru jusque là par nos Etats. Bien évidemment que ce moment n'interviendra que dans un futur lointain dans l'échelle d'une vie humaine.

En effet, au bout de cinquante ans on arrive à maturation dans la vie d'un homme. Mais le parcours d'une vie humaine est loin d'être comparable au destin d'un Etat et d'une République. L'avènement des indépendances africaines a correspondu à la mise en place des Républiques qui s'affranchissaient du joug colonial. Parmi ces pays, on compte le Congo-Brazzaville.

Parler d'instauration de la République est loin d'être innocent. Cette dernière avait pour ambition de mettre fin à une situation de tutelle et de soumission de l'homme noir considéré comme inférieur à son « maître ». L'autre objectif affiché était certainement, celui d'être seul maître de son destin. Ainsi, la République mettant fin à cette dépendance et à cette soumission, se devait de permettre à ses fils et filles de pouvoir présider à leur propre destinée. Sans faire l'impasse sur le cours des événements, ce témoignage est limité dans le temps pour la simple raison qu'il n'est nullement question de faire un rappel historique. Aussi, n'est-on témoin que de ce que l'on a vécu. Par conséquent, ce témoignage peut sembler partiel et subjectif. Mais qu'à Dieu ne plaise, on ne peut pas au motif d'un choix assumé

falsifier des vérités historiques ou instrumentaliser l'histoire de ces cinquante dernières années à des fins politiques.

On peut témoigner de la tenue de la conférence nationale en février 1991 dont l'objectif était de mettre fin au gouvernement du « bon plaisir » et permettre au pays d'accéder à un régime démocratique. On en conviendra donc que les bilans de ces régimes ont été dressés durant cette conférence au point d'envisager qu'elle reste à ce jour un point d'ancrage de l'histoire politique de notre pays. Les représentants du peuple prenant part à ces assises ont répété à l'unisson un slogan bien célèbre sous d'autres cieux rappelant la volonté affichée par l'occident de ne plus tomber dans ces propres travers de la guerre, « plus jamais ça ».

Hélas, la démocratie ne se décrète pas. Le Congo n'a pas assumé le règne du dialogue, du débat public et du libre choix entamé lors de la conférence nationale, et dès lors il est retombé dans ses travers par des guerres civiles. Qu'à cela ne tienne, souvenons-nous que l'enracinement de la démocratie a été aussi difficile dans de nombreux Etats considérés aujourd'hui comme des modèles de démocratie.

L'instauration de la démocratie a vite tourné à l'affrontement stérile et violent d'autant plus que chaque acteur du débat politique est devenu l'apôtre de la mystique ethnique et tribale. Et pourtant la conférence nationale a été un espace de débat démocratique qui a engagé la République sur la voie du pluralisme. Ces deux concepts ne doivent en rien être confondus car toute République n'est pas une démocratie. Au demeurant, la juxtaposition de ces deux concepts renforce l'idéal démocratique tel que défini par A Lincoln : le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple¹. Ce qui implique qu'en République comme en démocratie le pouvoir n'étant la propriété de personne oblige à une rotation dans son exercice dont la seule légitimité est le mandat accordé par le peuple souverain. Que dire aujourd'hui de l'exercice du pouvoir dans notre République depuis la conférence nationale et après les guerres fratricides. Sous quel Régime vivons-nous ? Quel est ce régime, vanté par les uns, décrié par les autres ?

Il faut admettre que la célébration des cinquante ans d'indépendance au Congo ne se focalise pas ou très peu sur la nature du régime. Sommes-nous dans une République et dans une démocratie ? La réponse à cette interrogation ne doit pas se limiter à la gestion et à la pratique du pouvoir en place. Elle doit prendre en compte le sentiment et la perception qu'a le peuple de sa classe dirigeante. Ce dernier paramètre réfute une classe politique qui vit en totale décalage avec son peuple. En effet, « *le véritable ami du peuple doit veiller à ce que la multitude ne soit pas dans l'indigence, car l'excès de misère est l'une des causes de la détérioration de la démocratie. On doit donc tout faire pour rendre la prospérité durable* »². A partir de ce postulat, il faut bien admettre que les dirigeants de notre pays ne sont pas toujours les amis du peuple.

La République des hommes vertueux promis par l'actuel président de la République dans son discours d'investiture du 14 août 2009 n'est jamais venue ou peine encore à venir. D'ailleurs,

¹ A. LINCOLN, Discours de Gettysburg du 18 novembre 1863

² ARISTOTE, *La Politique*, Paris, Hermann, 1995, 1320a

cette République n'a jamais existé dans notre pays à moins de vouloir faire l'histoire en se fondant uniquement sur les sempiternels discours sur la démocratie et de la justice sociale. Les gouvernements se succèdent sans parvenir à résoudre la question sociale et économique. Le pouvoir ne propose rien depuis trente ans ou du moins les projets ne sont jamais réalisés. La classe politique tient à préserver ce qui est c'est-à-dire ses privilèges et s'attèle de freiner tout changement politique ou culturelle. La République est figée de peur de conduire à des bouleversements et de mutations préjudiciables aux intérêts de la classe dirigeante.

Les privilèges sont au fondement du gouvernement du « bon plaisir », une réminiscence des anciens régimes d'avant la conférence nationale jusqu'aux différents conflits internes au Congo, « tout pour le chef et rien pour le peuple ». Le Président Denis Sassou N'guessou a reconnu l'existence de ce gouvernement du bon plaisir dans son discours d'investiture : « *Je ne surprends personne en affirmant qu'en dépit de nos efforts multiformes notre pays n'est pas encore, hélas, exempt de corruption, de concussion, de fraude, de détournement de deniers publics et d'autres actes tout autant répréhensibles que néfastes à l'accomplissement du bonheur collectif* ». Le constat, pour une première fois qu'il est fait de façon aussi solennel, est louable à bien des égards. Sauf que le système dénoncé, a été installé et entretenu par celui qui est entrain de le décrier. Ce dernier a façonné des années durant un système de privilégiés et de passe-droits. La médiocrité, la tricherie et toutes les antivaleurs dénoncées sont au cœur de l'exercice du pouvoir depuis trente ans. Et, le bonheur collectif n'a jamais été au cœur d'un projet de société au Congo. Or, il n'y a d'ambition légitime d'exercer le pouvoir des années durant si ce n'est pour satisfaire les besoins de la population. C'est dire que le pouvoir politique est soumis à l'impératif de l'intérêt général et à la réalisation du « bonheur collectif ».

La gouvernance du « bon plaisir » et les privilèges n'a pour objet que de dispenser le respect de la loi ou de donner un droit exclusif à quelques uns en contradiction avec tous les principes démocratiques³. Par conséquent, la démocratie se mue en oligarchie et l'Etat se révèle un Léviathan qui ressemble à tout sauf à une démocratie. En effet, les dirigeants se mettent à faire des affaires au détriment de l'intérêt général et ne s'attèlent plus à la réalisation du bonheur collectif. Le pouvoir politique et économique est détenu par un petit nombre qu'on est en droit de nommer des « oligarques » congolais. Ces derniers contrôlent pouvoirs et richesses du pays par la maîtrise et la filiation parentale du politique, de l'administration et des entreprises.

L'administration correspond aujourd'hui à l'arbre généalogique de la classe politique. Bien évidemment, on ne saurait sérieusement exclure les plus méritants de la lignée des dirigeants politiques actuels au motif de leur lien de parenté. On ne peut pas non plus récuser le règne du « bon plaisir » et des privilèges pour écarter le mérite d'où qu'il vienne.

Cependant, pour arriver à un Etat du mérite, faut-il encore disposer de structures éducatives à la hauteur d'un tel projet. Or, le système éducatif est aujourd'hui en lambeau. Le pays n'est plus en mesure de former ses cadres ou ses élites. Nombreux sont les nouveaux bacheliers contraints à « l'exil » dans l'espoir de trouver un meilleur cadre de formation. L'Etat a

³ E-J. SIEYES, *Essai sur les privilèges*, Paris, éd. Manucius, 2010, p. 12

démissionné de la formation de ses fils et filles. L'Université Marien N'gouabi est encore assise sur les vestiges de ce qui reste des locaux de l'ancienne école coloniale et de l'Ecole Supérieure de Brazzaville. C'est peu dire de la priorité accordée à l'éducation nationale ; c'est un choix politique. Le système pour perdurer a besoin de « *favoriser la misère mentale pour prêter à sa médiocrité une manière de plus value. Se faire élire par des imbéciles donne des lettres de noblesse à la sottise (...)* »⁴

Les élites ont soit démissionné de leurs rôles essentiels dans le débat démocratique, soit elles sont désabusées de l'absence de structure nécessaire à leur épanouissement. D'autres ont préféré se mettre au service d'un régime qui leur accorde privilèges et prébendes et n'ont pour ambition que de conforter le pouvoir en place. Le débat démocratique, la discussion et la confrontation des idées sont remplacées par les discours démagogiques. Cette élite célèbre le chef qui s'efforce d'organiser l'inculture et la paresse, de gré ou de force, volontairement ou inconsciemment au lieu d'encourager la formation et la culture du dialogue indispensables au débat démocratique et pluraliste, ce qui est, *in fine* condition de tous les progrès.

La lassitude a fini par gagner tous les congolais face à un régime qui à toutes les apparences d'une démocratie, rien que les apparences car on ne peut pas parler de démocratie sans justice économique et sociale. Le régime actuel fonctionne comme le fait toute oligarchie. Cette lassitude a pour conséquence l'accommodement du peuple à un régime nommé démocratie où l'escroquerie généralisée et la corruption sont devenues des modes de gouvernement.

Au bout de cinquante ans le bien-être et la décence des conditions de vie sont encore un horizon introuvable. De l'espérance à l'avenir, tout semble encore vide et imprécis. La gouvernance du « bon plaisir » se délecte au détriment de la population. Au XXIème siècle, on nous promet encore l'eau et l'électricité. Le Rendez-vous avec la République des hommes vertueux doit visiblement être encore repoussé aux calendes grecques. On en parlera encore dans cinquante ans. Cette fois-ci pour célébrer le centenaire des indépendances africaines. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Au crépuscule de nos indépendances qui peinent à s'affirmer à cause d'une classe politique et d'une élite totalement corrompues, encore dépendantes de l'occident. La démocratie se mue en système du gouvernement des peuples, par les peuples et pour les dirigeants. Et pour paraphraser Nietzsche dans Zarathoustra, la République est morte, Vive la République.

Rendez-vous le 15 août 2060 et que Dieu nous prête vie !

Paris, 18 juillet 2010

⁴ R. VANEIGEM, « *De la veulerie journalistique* », Médias, n°25, Été 2010, p.53